

Au sujet de l'impôt sur les gains de capital, sur les biens transmis par décès et autres, les provinces nous ont demandé de prendre certaines mesures. Je leur ai répondu que nous comptons toujours abolir l'impôt sur les biens transmis par décès à compter du 1<sup>er</sup> janvier, mais que nous serons disposés à discuter tout accord administratif qui pourrait les aider durant la période de transition.

#### LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE—LA COMMUNICATION AUX PROVINCES DU PROGRAMME DE CRÉATION D'EMPLOIS

**M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est):** Puis-je demander au premier ministre si le gouvernement a l'intention de communiquer aux premiers ministres provinciaux tout programme visant à stimuler l'emploi cet hiver avant de fixer la date de la conférence et d'informer la Chambre de ces propositions?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Je ne crois pas, monsieur l'Orateur. Je crois que la Chambre sera la première à en être informée.

#### LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE—LES PROJETS DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser au ministre des Travaux publics une question supplémentaire ou qui s'y rattache au moins? Après la déclaration qu'il a faite dans l'Ouest en fin de semaine dernière, le ministre peut-il nous dire si les projets spéciaux que doit entreprendre son ministère en sont au stade où ils pourront être exécutés cet hiver?

**L'hon. Arthur Laing (ministre des Travaux publics):** Je ne sais pas comment on m'a cité. Voici ce qui s'est passé: Un homme m'a abordé, me disant que nous allions affecter 400 millions de dollars aux travaux publics afin de remédier au chômage cet hiver. Un fonctionnaire du ministère provincial du Travail à Victoria l'en avait assuré, a-t-il dit. J'ignorais, lui ai-je répondu, s'il s'agissait d'un montant plus ou moins que celui-là, mais certains fonds seraient à mon avis affectés à des projets visant à diminuer le chômage.

**M. l'Orateur:** La présidence acceptera une dernière question supplémentaire à ce sujet.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Le ministère affectera-t-il des fonds à cette fin et si oui, combien?

**L'hon. M. Laing:** J'aimerais que ce soit le plus possible. Nous avons été chargés de surveiller une partie des travaux l'an dernier et je rends à mon ministère l'hommage de s'être bien acquitté de cette tâche.

#### L'EMPRISE ÉTRANGÈRE—LES PROPOS DU MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE—LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

**M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Puis-je poser une question au premier ministre? J'ai le texte du discours que le ministre de l'Industrie et du Commerce a prononcé à Houston, au Texas, la semaine dernière. Voici un extrait du texte:

• (2.20 p.m.)

... Je cite seulement quelques-unes des raisons pour lesquelles

vous devriez sérieusement songer à investir au Canada. Nous offrons un accès immédiat aux matières premières et aux sources d'énergie, notre climat économique et politique est généralement stable, et nous réservons au capital étranger un des accueils les plus favorables au monde.

Je voudrais demander au premier ministre si cette déclaration exprime la politique du gouvernement et si elle sert de base à l'élaboration de son programme touchant les investissements étrangers.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, ces principes généraux ne me paraissent pas tellement différents de ceux que le Nouveau parti démocratique a adoptés en rejetant les propositions de ses radicaux à Winnipeg.

**Des voix:** Bravo!

**D'autres voix:** Oh, oh!

**M. Douglas:** Puis-je demander au premier ministre si l'on doit déduire de la déclaration du ministre de l'Industrie et du Commerce que le rapport si laborieusement élaboré par le ministre du Revenu national est maintenant mis à l'écart et que le gouvernement a l'intention de faire bon accueil au capital américain qui domine maintenant une grande partie de l'économie canadienne?

**Le très hon. M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, on ne peut répondre par un oui ou un non à la question du député, car la réponse à la première partie est négative et, d'après moi, la seconde partie n'a rien à voir avec la question.

#### L'EMPRISE ÉTRANGÈRE—L'ANNONCE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** Monsieur l'Orateur, le premier ministre peut-il nous dire quand le gouvernement prendra position sur les investissements étrangers au Canada, à la suite des études menées sous les auspices du ministre du Revenu national?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, les documents en question ont été soumis au gouvernement il y a déjà quelque temps et nous ferons connaître notre position dès que possible.

**L'hon. M. Hees:** C'est bien ce que je pensais; c'est du pareil au même. Voici ma question supplémentaire: Le gouvernement a-t-il décidé de mettre au rancart le rapport Gray, ainsi qu'il est convenu de l'appeler et, dans ce cas, a-t-il agi ainsi en raison des mesures économiques prises récemment par le président Nixon?

**Le très hon. M. Trudeau:** Je réponds non à la première question et, partant, la seconde ne s'applique pas.

\* \* \*

#### LES RESSOURCES NATURELLES

##### LE GISEMENT DE PÉTROLE DE L'ÎLE DE SABLE—LA QUESTION DU DROIT AUX REDEVANCES

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Pourrait-il maintenant dire à la Chambre si son gouvernement et les provinces en général, acceptent ou non la position prise par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, comme quoi toutes les redevances éventuelles provenant